

Science et Démocratie: Savoirs distribués et Pouvoirs

Journée d'étude franco-allemande
organisée par le Centre Alexandre Koyré

le 7 novembre 2006 de 9h à 18h à l'IRESO
59-61, rue Pouchet, Paris 17ème

Direction scientifique : Christophe Bonneuil, Dominique Pestre, Sezin Topçu
Contact : Sezin Topçu (sezin.topcu@damesme.cnrs.fr)

Société de la connaissance et démocratie en Europe

Programme de formation-recherche du CIERA

Organisé par le laboratoire « Cultures et Sociétés Urbaines » (CSU), l'Institut de Sciences sociales et la Berlin Graduate School of Social Sciences de l'Université Humboldt de Berlin, le Centre Koyré (EHES), avec le soutien de l'Action Concertée Incitative (ACI) « Internationalisation des sciences humaines et sociales » (Ministère délégué à la Recherche) et du Programme PICRI Ile-de-France « Démocratie participative en Europe »

La question des relations entre les sciences et les produits techno-industriels d'une part, la démocratie de l'autre, est souvent étudiée à partir de l'organisation de l'expertise (à visée décisionnelle) et des formes participatives de tous types (du 'forum citoyen' à la participation des usagers ou des patients à la définition des études ou des normes). On s'intéresse alors à la délibération, aux formes d'organisation des débats et des processus experts, aux savoirs mobilisés dans les expériences participatives, à la mise en discussion des connaissances dans les espaces publiques, à l'existence de "savoirs citoyens" à intégrer dans la prise de décision, aux reconfigurations des programmes de recherche qui en découlent, etc. Lors de cette journée d'étude, nous aimerions déplacer notre regard vers trois autres types d'objets. Non qu'ils soient absents des questionnements précédents mais parce que ces 'nouveaux objets d'investigation' ouvrent à d'autres aspects de la vie des savoirs dans les sociétés démocratiques, à d'autres questions méritant étude. Il s'agit de :

(1) La question de la distribution et de la variété des savoirs dans l'espace social, de la distribution de leurs lieux de production – bien au-delà, donc, des lieux de la science officielle, des laboratoires universitaires ou industriels, des laboratoires 'nationaux' ou de standardisation. Historiquement comme aujourd'hui, ces espaces autres de production de connaissances sont infiniment nombreux, infiniment divers dans leurs formes, dans leurs objets, dans leurs porteurs – et ils ont toujours été décisifs, malgré toutes les dénégations, dans la vie de nos sociétés les plus industrialisées. Leur existence, leur pertinence, leur rôle sont systématiquement ignorés des milieux savants officiels (qui tendent à ne pas les considérer comme des savoirs à part entière, et donc à ne pas les 'voir') ou consciencieusement effacés lorsque réappropriés (la légitimité 'scientifique' qui leur est alors donnée vaut création *ex nihilo* et aucune dette n'est due !). La question de la légitimité de ces savoirs – plus précisément du déni de légitimité à leur endroit – est donc cruciale et elle revient à poser directement la question de la place des savoirs dans le jeu des pouvoirs en démocratie.

Ces productions de savoir sont de tous types. Elles sont souvent plus collectives, plus articulées sur des réseaux, sur la mobilisation délibérée du grand nombre et elles peuvent restées moins formalisées, plus gagées sur le plaisir et l'enthousiasme, moins susceptibles d'appropriation radicale. Il peut aussi s'agir de types de savoirs très divers. De savoirs n'ayant rien à envier aux meilleurs savoirs scientifiques : par exemple de savoirs épidémiologiques (sur les maladies rares); de savoirs et savoir-faire techniques de première importance (en radio dans les années 1930, dans les logiciels aujourd'hui) ; ou encore de savoirs qui tiennent leur puissance du fait d'aborder des questions que les sciences réductionnistes et centralisées ne peuvent que voir mal : la variété écologique, biologique ou humaine ; la complexité des interactions locales ; l'identification de nouveaux risques par les 'victimes', des menaces pesant sur les personnes, les biens ou l'environnement ; il peut encore s'agir de savoirs et savoir-faire perpétués en dépit de leur essais de marginalisation par les modernisateurs de tous types – et enfin de savoirs plus diffus, plus qualitatifs, plus personnels, de savoirs apparemment sans valeur marchande directe (sur la qualité ou la beauté d'un vin ou d'un objet, l'importance d'un plant ou le caractère unique d'un tour de main) mais qui peuvent devenir centraux pour le commerce ou l'industrie (qui les exploite alors de façon systématique même si non officielle). Ces manières de faire et cette variété sont constitutives des sociétés modernes et existent de longue date. Ce qu'il serait intéressant d'étudier, toutefois, sont les formes nouvelles – *if any* – apparues dans les dernières années.

(2) L'autre question que nous souhaiterions aborder durant cet atelier est celle des modes de régulation des savoirs et des produits, notamment des produits techno-industriels. Cette notion de régulation recouvre divers aspects. Il peut s'agir des grandes formes que les sociétés démocratiques se sont historiquement données pour régler les conflits qui ne peuvent pas ne pas émerger autour de la propriété des savoirs et des conséquences sociales (sanitaires par exemple) des produits neufs

(‘innovants’) arrivant sur des marchés. Ces derniers peuvent par exemple devoir être soumis à autorisation (par des administrations, des comités d’experts, des agences), à contrôle (via des inspecteurs, des compagnies d’assurance, des mobilisations populaires ou de riverains qui les rejettent), à attaque en justice, etc. Ces différentes ‘formes de régulation’ sont des définitions du bien commun et elles opèrent via des ‘unités de mesure’, des critères et des normes sur ce qui est pertinent et juste (pour la délivrance des Autorisations de Mise sur le Marché des médicaments aujourd’hui en Europe, par exemple, seul importe le critère : ‘rapport bénéfice sanitaire / risque du produit’). Ces systèmes de régulation se trouvent parfois en compétition puisqu’ils se chevauchent inévitablement et qu’ils ont *des logiques et des types d’efficacité différents* : par exemple certaines tendent systématiquement à favoriser ‘le progrès’ et ce qu’il apporte au groupe national (c’est souvent le cas des administrations liées aux pouvoirs exécutifs), d’autres protègent mieux les victimes ou les ‘perdants’ du progrès (les tribunaux) – les enjeux pouvant être toutefois beaucoup plus complexes (urgence de mise sur le marché de médicaments pour certains groupes très menacés et prêts à prendre des risques (cas du SIDA) ; implications évidentes que tel choix renforce fortement la puissance d’une filière industrielle ou d’un groupe sur un autre (cas des OGM), etc.)

Cette notion de régulation recouvre aussi l’idée du suivi continu et plus routinier (jamais soumis, à moins de crise brutale, à la ‘démocratie participative’, voire au politique institué) de la qualité ou de la conformité des produits, du respect des règles dans les circuits de production et de distribution – et de l’armada de ceux qui accomplissent quotidiennement ces tâches. Elle recouvre l’élaboration et la définition des normes et standards (comment arrive-t-on aux normes de santé publique pour les faibles doses en radioactivité ?), une des questions les plus primordiales dans nos sociétés hautement techniques et industrialisées où sont définies des dizaines de milliers de normes de ce genre ; émergence de nouvelles formes de management des hommes et des choses, notamment pour la période récente (remplacement des administrations par des agences, effets du transfert des techniques du management ‘participatif’ des entreprises dans les administrations) ; les modes par lesquels des solutions nouvelles sont / pourraient être imaginées (comment permettre une véritable cohabitation des logiciels libres et propriétaires par exemple), etc.

3) Enfin, la question des catégories, du basculement des catégories qui organisent notre appréhension des choses aujourd’hui. « Public », « profane », « société civile », « responsabilité », « gouvernance », « démocratie participative », « transparence » ... — autant de termes et d’expressions qui ont émergé dans les dernières décennies et se sont mis à structurer l’espace politique et social, à le transformer, à le ‘performer’ de façon neuve. La variété de leurs usages témoigne de la place que ces catégories ont acquise, aussi bien dans le champ de l’étude des sciences et le domaine STS que dans les sphères politiques, industrielles, institutionnelles ou médiatiques. Ces catégories, construites dans des circonstances spécifiques à travers des processus politiques et cognitifs complexes qui restent à analyser, sont souvent employées aujourd’hui comme des évidences. Elle légitiment certains modes d’action, certains groupes et enjeux, et en rendent invisibles d’autres. La polysémie est ici souvent centrale : on parle ainsi parfois indifféremment de public, de citoyen, de profane, de société civile, voire de client ou de consommateur.

Les questions qui nous intéresseront dans cette troisième session sont : comment, où, à travers quels acteurs, ont émergé, se sont mises en place, se sont vus réappropriées puis devenir hégémoniques un certain nombre de manières de décrire et de concevoir le monde de la science et du social, la nature et le politique ? Quelles autres catégories ont disparues dans ce processus, quels cadrages ont perdu leur pertinence, quelles questions ont perdu leur légitimité – et quels groupes en ont souffert ? Est-il possible de repérer l’émergence de ces catégories dans le milieu académique mais aussi dans les sphères politiques, industrielles ou médiatiques ? Jusqu’où ces catégories sont devenues des catégories d’analyse non problématiques, évidentes, devant structurer nos réflexions car adaptées aux problèmes nouveaux qui sont les nôtres (questions d’environnement, de pollution et de risque dans un cadre très mondialisé demandant de nouvelles formes de gouvernance) et jusqu’où devons nous les traiter (encore ?) comme des catégories d’acteurs, locales, répondant à des situations et des intérêts précis, et qui sont aveugles à des questions massives qu’elles font disparaître de la vue ? Quelles tensions émergent de leurs usages multiples, et quelles tensions suscitent-elles dans le corps social ? Y-a-t-il des domaines technico-scientifiques (nucléaire, biotechnologies, médecine ...) où leur émergence ou resurgissement ont été primordiales, généalogiquement décisifs ? Le but est d’analyser des situations dans lesquelles certaines de ces catégories se sont construites (et reconstruites), de rendre compte des conditions de production, des formes de justifications, des relations de pouvoir, des perceptions et des systèmes de valeurs auxquelles elles font référence – et finalement de leur victoire.

Pour aborder ces questions, nous nous proposons de combiner études contemporaines et études historiques. Pas simplement parce que le Centre Koyré est un groupe d’historiens mais parce que l’histoire permet de multiplier les cas, d’étendre la variété des situations et des solutions qui peuvent être considérées – et donc d’ouvrir les questions qu’on peut poser au contemporain ; mais aussi parce que les approches historiques permettent, puisqu’elles vivent sur le long terme et connaissent ‘la suite de l’histoire’, de parler des effets (anticipés ou non) des décisions prises, et d’identifier d’éventuelles permanences (réguler via une administration ou via un système judiciaire peut conduire à des effets systémiques différents, des effets d’une extrême importance sociale, environnementale ou politique).

Programme

8h30-9h00 Accueil des participants
9h00-9h15 Ouverture de la journée

9h15-11h

Session 1: *Distribution, variété et efficace différentielle des savoirs dans l'espace social*

Katja Patzwaldt, IWT Bielefeld, « Organising scientific advice for labour market reforms: reason and legitimacy »

Christophe Bonneuil, Centre A. Koyré, **Elise Delemaure**, ENS, « Le retour du paysan comme acteur de la conservation et de l'innovation en génétique végétale »

Julien Levrel, LATTIS, « Ouvrir des savoirs fermés : le dispositif médiatique Wikipédia »

Discutant: **Pierre Benoît-Joly**, INRA

11h-11h15 Pause café

11h15-13h00

Session 2: *Modes de régulation des savoirs et des produits*

Jean-Baptiste Fressoz, Centre A. Koyré, « Disparitions : du risque, de l'éthique et de la sphère publique à propos de l'inoculation et de la vaccine, 1750-1850 »

Jean-Michel Fourniau, INRETS, « Nucléaire et démocratie délibérative. Les technologies nucléaires à l'épreuve du débat public »

Willem Halfman, Université de Twente, « Accounting the commons »

Discutant: **Jean-Paul Gaudillière**, Inserm

13h00-14h30 Déjeuner

14h30-17h30

Session 3: *Construction des catégories de science, d'expertise et de régulation*

Dominique Pestre, Centre A. Koyré, « 'Société Civile et Gouvernance', Emergence et (ré)émergence de deux catégories depuis trente ans »

Jana Klemm, IWT Bielefeld, « Constructing the position of expert in the media discourse: The production of knowledge as the knowledge of the other »

Sezin Topçu, Centre A. Koyré, « Le 'profane' à l'épreuve du nucléaire, de la politique et des sciences sociales »

15:30-15h45 Pause café

Peter Weingart, IWT Bielefeld, « Social Robustness of scientific knowledge - epistemic and sociological reflection »

Yves Sintomer, Centre Marc Bloch, « 'Démocratie participative' et 'démocratie délibérative' : deux catégories émergentes »

Discutant: **Hans-Peter Müller**, Université Humboldt

17h30-18h00 Discussion générale et clôture de la journée